

Les subsides

2) convoquant le plus rapidement possible une conférence des ministres fédéraux et provinciaux compétents afin d'étudier les défis auxquels est présentement confronté le secteur forestier.

M. Jim Fulton (Skeena): Monsieur le Président, je suis heureux de participer au débat. Avant de vous faire part de quelques faits précis, je voudrais pendant quelques instants revenir sur les propos du ministre responsable des forêts. La motion dont la Chambre est saisie est très simple et l'on aurait pu s'attendre à ce que le gouvernement accepte de l'appuyer. Elle propose de constituer un nouveau ministère sous la responsabilité d'un ministre principal et de fixer une date pour la tenue d'une conférence des ministres provinciaux en vue d'examiner de façon beaucoup plus sérieuse la situation dans laquelle se trouve le secteur forestier dans notre pays. Il est intéressant de noter que les deux libéraux qui sont intervenus, outre le ministre, à savoir les députés de Sault-Sainte-Marie (M. Irwin) et de Northumberland-Miramichi (M. Dionne), se sont dits favorables à ces deux projets. Le ministre semble vraiment être le seul à intervenir dans le débat aujourd'hui pour s'opposer à cette proposition très raisonnable.

Les raisons que le ministre a invoquées pour s'opposer à ce projet me semblent on ne peut plus simplistes. Selon lui, rien ne justifie la création d'un ministère distinct mais je vais vous présenter quelques faits nouveaux outre ceux dont nous ont déjà parlé les députés qui soutiennent cette motion. Le ministre a ajouté que la principale réalisation imputable à son gouvernement, en trois ans de pouvoir, est d'avoir placé les programmes d'expansion économique régionale sous les auspices du Service canadien des forêts et d'Environnement Canada, et que l'on a versé 34 millions de dollars dans une caisse destinée à compléter la Caisse d'assurance-chômage. Voilà les mesures que prennent les libéraux pour venir en aide au secteur le plus important à lui seul de notre pays, en tout cas sur le plan de notre balance commerciale et de l'emploi, secteur qui est actuellement en grave difficulté.

Quelques-uns des faits que je vais signaler aujourd'hui monteront hors de tout doute que les citoyens de toutes les régions du pays, certainement les habitants des 300 principales agglomérations forestières, sont alarmés de voir que le gouvernement fédéral ne fait rien pour favoriser vraiment le reboisement ni pour trouver de nouveaux débouchés, une nouvelle technologie et ainsi de suite.

Je crois que la plupart des députés savent que le Conseil des sciences du Canada a publié un rapport important il y a un tout petit peu plus d'un mois. Je voudrais faire consigner un passage de ce rapport au compte rendu car il faut que le ministre, puisqu'il ne pouvait pas être à la Chambre aujourd'hui pour prendre part à ce débat important, se donne la peine d'examiner les faits une nuit où il réfléchit à la nécessité de créer un ministère des Forêts. Voici le passage en question:

Le Canada possède plus de 10 p. 100 des ressources forestières mondiales. La superficie totale du Canada est de 9.9 millions de km². Les forêts couvrent plus de 40 p. 100 de la superficie de nos terres, soit plus de 4.4 millions de km², et elles contiennent un volume de bois d'environ 23 milliards de mètres cubes. Environ la moitié de ces terres sont des terres forestières productives sur le plan commercial et le reste de ces terres portent des arbres, mais pas assez pour pouvoir produire un volume de bois important chaque année.

Environ 10 p. 100 des terres du Canada, 4 p. 100 des terres forestières et 19 p. 100 des terres forestières productives se trouvent en Colombie-Britannique. Les forêts les plus productives se trouvent également en Colombie-Britannique, comme le prouve le fait que la province possède plus de 40 p. 100 du volume total de bois du pays.

L'INCIDENCE SOCIO-ÉCONOMIQUE DE NOS PRÊTS

Le secteur forestier du Canada vaut 23 milliards de dollars. Il a une incidence économique plus forte sur notre balance commerciale que l'agriculture, l'exploitation minière, la pêche et les combustibles ensemble. L'existence de plus de 300 agglomérations, surtout de Colombie-Britannique, et le niveau de vie élevé de leurs habitants, dépendent uniquement de la forêt.

Plus de 10 p. 100 des emplois du pays, soit plus de 1,000,000 d'emplois sont créés par les forêts et les produits forestiers. En Colombie-Britannique, plus de 100,000 personnes tirent directement leur emploi du secteur forestier; seul le secteur du commerce de détail le dépasse à cet égard. Environ 40 p. 100 des richesses de la Colombie-Britannique viennent des activités forestières.

Monsieur le Président, ces quelques chiffres devraient prouver aux ministériels qu'il faut qu'un député important des premières banquettes se charge des questions forestières. Nous avons toutes sortes de ministres d'État, y compris pour les loteries. Néanmoins, l'industrie la plus vaste et la plus importante du pays n'a aucun véritable porte-parole gouvernemental. Le Conseil des sciences du Canada a exposé quelques-uns des problèmes actuels et je crois qu'il vaut la peine de les citer ici, afin que les députés y réfléchissent aussi:

● (1640)

Les forêts du Canada sont renouvelables, mais uniquement à la condition de réinvestir une partie de ce qu'elles rapportent. Le gouvernement et le public ont pris l'habitude de considérer les forêts comme une ressource inépuisable exigeant peu de soins pour demeurer productives après la récolte. Nous exploitons chaque année plus de 800,000 hectares de forêts, mais moins de 25 p. 100 de cette superficie est reboisée ou réensemencée. Le Service canadien des forêts estime que 25 à 50 p. 100 de la superficie exploitée chaque année ne se régénère pas ou donne des repousses non commercialisables. Les pertes causées par les incendies, les insectes, les maladies et le vent représentent les deux tiers de la récolte annuelle, soit plus de 90 millions de mètres cubes. Ce gaspillage est une véritable honte et aura de graves conséquences pour l'avenir et la situation de l'emploi. Cela touchera tous les secteurs de la société. Ces problèmes coûteront de plus en plus cher à résoudre et nous ne pourrions pas nous contenter de solutions à court terme ou isolées.

En Colombie-Britannique, la situation est légèrement meilleure que dans le reste du pays, mais à peine. Moins de la moitié des arbres coupés chaque année sont replantés. Le reste pourrait se régénérer naturellement, mais il faut quand même certaines études ou des traitements pour préparer la nouvelle récolte. Plus de un million d'hectares ont besoin d'être reboisés, et ce chiffre s'accroît chaque année de 20,000 à 50,000 hectares. Les récentes restrictions budgétaires apportées par le ministère des Forêts de Colombie-Britannique ne feront qu'aggraver la situation.

Je crois que l'Association des ingénieurs forestiers de Colombie-Britannique a mis le doigt sur le problème. Dans cette province, nous avons actuellement un gouvernement créditiste qui veut réduire les dépenses. Par ailleurs, il laisse les compagnies forestières emporter en Indonésie, au Brésil ou ailleurs à l'étranger les bénéfices qu'elles ont tirés de l'industrie forestière. Néanmoins, l'industrie est aussi coupable que les gouvernements de droite qui refusent d'investir de l'argent pour sauvegarder les forêts pour les générations futures.

Les recommandations sont très importantes et je n'en citerai que deux. Néanmoins, elles me semblent particulièrement importantes, car les ingénieurs forestiers les appellent «les obstacles politiques à la gestion forestière». La quatrième recommandation me semble vraiment digne de mention:

La technologie de pointe, certaines réalisations fascinantes telles que les avions à réaction, les réacteurs nucléaires et l'électronique sont, aux yeux de bien des gens, les principaux moteurs économiques de la création d'emplois. A notre avis, tous ces efforts entrepris dans des secteurs qui ne permettent pas de créer des richesses font du tort à nos forêts. Ces dernières pourraient profiter des progrès techniques.